



9ème revue annuelle de l'UEMOA

Les travaux s'ouvrent ce lundi à Lomé P.2



Récépissé N° 0149 / 14 / 03 / 01 / HAAC

Nouvelle Opinion

Prix: 250 Fcfa

Hebdomadaire togolais d'informations générales d'analyses et de publicité

N° 868 du 10 juin 2024

Retombées du sommet Corée-Afrique

Plusieurs investisseurs s'annoncent déjà au Togo P.3



Prise de contact avec les conseillers régionaux

Tsévié marque la fin d'une tournée régionale P.6

Péage: Le poste de Djabignon officiellement ouvert P.6

Fin de la SIA: mention très bien pour les organisateurs P.5

TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants

5 mois de salaire

Réponse en 24H

Remboursable sur 11 mois

BANK OF AFRICA
BMO GROUP

www.togo2go.com

Cinéma : Kossi Lamadokou lance l'acte 8 du FIFTO

Du 03 au 10 Août prochain se tiendra à Lomé la 8ème édition du Festival International du Film du Togo (FIFTO), connu avant sous l'appellation "Semaine Nationale du Cinéma Togolais (SNCT)". Cette année, la Côte d'Ivoire est pays invité d'honneur.

L'information est portée à la connaissance des médias lors d'une conférence de presse organisée à Lomé. Présidée par le ministre de la culture et du tourisme, Dr Kossi Gbényo LAMADOKOU, l'événement de cette année est placé sous le thème: « Cinéma togolais: de l'industrialisation à la profession ».

Après l'expérience réussie de la 7ème édition avec le Niger en 2023, le ministère de la culture et du tourisme, réédite le concept mais cette fois-ci avec pour pays invité la République de Côte d'Ivoire. Un choix qui reflète, non seulement les liens culturels forts entre Abidjan et Lomé, mais qui

tient compte de la tradition cinématographique du pays de Félix Houphouët-Boigny.

Le thème retenu cette année révèle l'ambition du gouvernement qui est celle de faire évoluer le cinéma togolais vers une véritable industrie professionnelle pourvoyeuse d'emplois et de richesse. Pour cette édition, deux types de compétitions seront organisées : le concours international (longs métrages) ouvert aux cinéastes du monde entier et le concours national, exclusivement réservé aux cinéastes togolais dans la catégorie « courts-métrages ».

Une place de choix est accordée à la Côte d'Ivoire, pays invité d'honneur. Une nouvelle catégorie a été introduite et elle concerne les films d'atelier et d'écoles, visant à encourager et promouvoir les jeunes talents et les projets éducatifs.

Outre les projections de films, le festival proposera une riche



programmation d'activités à savoir: les conférence-débats autour de la thématique générale, des masters class, la session de pitches, un marché du film et diverses animations culturelles. Des initiatives qui visent à offrir une plateforme d'échange et de développement pour les professionnels du cinéma togolais et internationaux.

Lors de la conférence de presse, le groupe humoristique « Ma Famille 228 » a été présenté en tant qu'ambassadeur officiel du FIFTO 2024, ajoutant une touche de convivialité et de dynamisme à l'événement.

Notons qu'à ce rendez-vous, le « village du FIFTO 2024 » sera installé au Bas-fond du Collège Saint Joseph de Lomé, et des projections de films auront lieu

dans divers lieux de la capitale, notamment à la Maison des Jeunes d'Amadahomé, au Centre des Jeunes d'Avédji, à l'Université de Lomé, dans les salles Canal Olympia Godopé et Midè, ainsi qu'à l'Agora Senghor. Les chefs-lieux de régions bénéficieront également de projections, rendant le festival accessible à un public plus large.

Elom

9ème revue annuelle de l'UEMOA Les travaux s'ouvrent ce lundi à Lomé

Ce lundi 10 juin 2024, s'ouvre à Lomé, les travaux de la 9ème revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets

la Commission de l'UEMOA conduite par son Président Abdoulaye DIOP et la délégation ministérielle avec à sa tête le ministre de



communautaires de l'UEMOA au Togo.

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA) passe en revue, avec le gouvernement de la République du Togo, les résultats de l'évaluation de la mise en œuvre effective des réformes, politiques, programmes et projets communautaires au titre de l'année 2023.

A l'issue des travaux des experts qui se sont retrouvés les 02, 03 et 06 novembre 2023 à Lomé, la délégation de

l'économie et des finances Sani YAYA, échangeront sur les conclusions consignées dans un Mémoire.

Pour rappel, la Revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires au sein de l'UEMOA, placée sous la présidence des Premiers Ministres ou Chefs de Gouvernement, et sous la tutelle des ministres en charge des finances, a été instituée par acte additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement (CCEG) de l'Union, le 24 octobre 2013.

Elom

Rapports entre secteur privé et administration

Une approche très satisfaisante

Le gouvernement togolais adopte une approche très satisfaisante envers le secteur privé. Il reconnaît son rôle indispensable pour une croissance économique forte, durable et dont les retombées rejaillissent sur tout le monde.

Bien de mesures ont été prises ces dernières années par les autorités pour tendre la main au secteur privé. D'abord, la création d'un environnement propice aux affaires.

Le pays est très réformateur. L'ancien classement Doing Business et le nouveau Women, Business and Law de la Banque mondiale le reconnaissent. L'institution salue à chaque fois le climat des affaires togolais qui met en avant le secteur privé.

Les procédures administratives sont simplifiées, il y a une nette réduction des formalités bureaucratiques, la transparence est garantie, une sécurité juridique existe pour les investisseurs nationaux et étrangers.

Croissance

l'investissement privé

La stabilité économique et la paix qui règnent dans le pays, ajoutées à la confiance que transmet le gouvernement aux opérateurs économiques, font accroître les investissements.

Selon les chiffres du ministère de la Promotion de l'investissement, le Togo a fait entrer plus de 43 milliards de francs CFA dans la dernière partie de l'année 2022.

Plus précisément, au quatrième trimestre de l'année, 13 projets ont été examinés par le Comité d'octroi d'agrément. Parmi eux, 12 ont été retenus, représentant un montant total de 43 milliards. Ils concernent les secteurs du textile, du bois et de la construction, de l'agroalimentaire, de la mécanique et des services.

C'est la preuve que les investisseurs privés nationaux et étrangers sont attirés dans tous les secteurs de l'économie togolaise : l'agriculture, l'industrie, les infrastructures, le

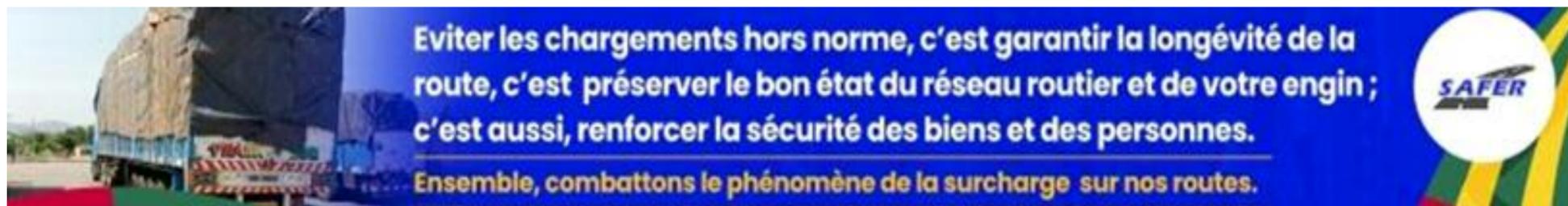
tourisme, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les énergies renouvelables...

Une forte politique de partenariats public-privé

Le Togo a mis en place plusieurs grandes infrastructures grâce aux partenariats public-public (PPP). On peut citer la centrale thermique Kékéli Efficient Power et la centrale photovoltaïque de Blitta, entre autres réalisations.

Le Plan national de développement (PND 2018-2022) et maintenant la Feuille de route gouvernementale ont convaincu le secteur privé de se rallier à la cause du pays.

Statistiquement, l'Inseed s'apprête à prendre la température entre l'État et les investisseurs à travers une enquête de satisfaction du secteur privé dans ses rapports avec les administrations publiques qu'il a lancée le 23 mai 2024.



Retombées du sommet Corée'- Afrique

Plusieurs investisseurs s'annoncent déjà au Togo

Les 4 et 5 juin dernier à Insan et Séoul, s'est tenu le premier sommet Corée-Afrique. Très active à cette rencontre internationale, le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a fait d'une pierre plusieurs coups. Faure Gnassingbé a rencontré plusieurs personnalités du monde économique, financier et des affaires.

Rencontres qui entrent dans le cadre des perspectives de renforcement de la coopération entre la Corée du Sud et le Togo. En marge des travaux de ce

tutelle de la Korea-Africa Food and Agriculture Coopération Initiative (KAFACI), ils ont ensemble, examiné les modalités d'adhésion du Togo au KAFACI,

agricole entre la Corée et le Togo, et permettra de renforcer significativement les échanges et la coopération bilatérale.

Entretien avec Woon-Ki Lyeo



sommet, le Chef de l'état Faure Gnassingbé ne s'est pas donné du répis. Il a su mettre au profit son séjour en terre coréenne en échangeant avec plusieurs personnalités dont, Cho Chaeho, président de l'Autorité nationale de développement agricole, Woon-Ki Lyeo, premier

responsable de la Fondation Corée-Afrique (KAF), Chang Won-Sam, patron de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), Chang Won-Sam, président de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le PDG de la Compagnie SEJIN G&E, Lee Kyoung Yeo ainsi que dame Mafalda Duarte, directrice exécutive du Fonds vert pour le climat.

une structure de partenariat technologique agricole à l'échelle continentale. La question de la coopération agricole était également au rendez-vous de cet entretien. Le Togo a exprimé son souhait de rejoindre le projet KAFACI, une initiative de coopération

Avec le président de la Fondation Corée-Afrique (KAF), les discussions ont porté sur les possibilités d'investissement au Togo. La Fondation entend ainsi accompagner le Togo dans sa politique de développement de l'économie numérique et d'amélioration des systèmes



responsable de la Fondation Corée-Afrique (KAF), Chang Won-Sam, patron de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), Chang Won-Sam, président de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le PDG de la Compagnie SEJIN G&E, Lee Kyoung Yeo ainsi que dame Mafalda Duarte, directrice exécutive du Fonds vert pour le climat.

Avec Cho Chaeho, responsable de l'autorité de

technique agricole entre la Corée et les pays africains. Dans leurs échanges, il a été convenu d'envoyer des responsables au Togo dans le but d'accompagner le pays à finaliser son adhésion en août prochain.

Notons que le projet KAFACI au Togo vise en particulier à fournir une assistance technique pour améliorer la culture du riz. L'adhésion du Togo à cette initiative sera un point de départ important pour la coopération

douaniers UNIPASS, de passation de marchés publics et du système santé à travers l'Assurance maladie universelle.

Entretien avec Chang Won-Sam,

Au cours des échanges, le Chef de l'Etat et le président de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) ont mis un accent particulier sur les questions de développement. Chang Won-



Sam, n'a pas manqué d'exprimer au Chef de l'état l'engagement de son pays à redynamiser le partenariat avec l'Afrique et à accompagner le Togo dans sa politique de développement de l'économie numérique et de promotion de la paix à travers des échanges mutuels.

stratégie de gestion de l'environnement notamment à travers l'enfouissement et la transformation des ordures en biogaz et l'assainissement du cadre de vie urbain. Le Fonds vert pour le climat de son côté entend renforcer son partenariat avec le pays dans la stratégie



Faure Gnassingbé et Lee Kyoung Yeo et Madame Mafalda Duarte

Dans la dynamique de pouvoir accompagner le Togo, le

nationale de renforcement de la résilience des populations face au changement climatique.

Au demeurant, ce sommet a été bénéfique pour le Togo d'autant plus que le Chef de l'Etat



PDG de la Compagnie SEJIN G&E, Lee Kyoung Yeo et Madame Mafalda Duarte, Directrice exécutive du Fonds vert pour le climat ont souhaité accompagner la terre de nos aïeux dans sa

Faure Gnassingbé à travers son leadership et sa vision a su conquérir et mobiliser de nouveaux investisseurs pour le bien-être de la population togolaise.

Séoul : Faure Gnassingbé a visité le Centre IYF

Une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains ont marqué par leur présence active le sommet Corée-Afrique, déroulé les 4 et 5 juin à Séoul et Insan en Corée du Sud. A la fin des travaux, le numéro 1 togolais s'est acquitté d'une tâche. La visite du siège de l'ONG international Youth Fellowship (IYF), laquelle depuis de nombreuses années est présente à Lomé.

L'ONG IYF qui a pour domaines de prédilection, l'épanouissement de la jeunesse, la promotion de l'entrepreneuriat, et la valorisation de la di-

versité culturelle est un creuset de la jeunesse du monde. Au siège donc de l'ONG à Séoul, le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a échangé avec le fondateur du centre, le révérend pasteur Ock Soo Park par rapport à ses ambitions pour le Togo. Il a félicité et encouragé IYF pour ses actions qui concourent à prémunir la couche juvénile contre les vices et déviances qui les incitent parfois à intégrer des groupes terroristes ou extrémistes. L'extrémisme a été le sujet abordé au cours des échanges. Le speech du chef

de l'Etat a permis d'éclairer davantage la lanterne de l'assistance sur ce fléau qui détruit la jeunesse de l'Afrique de l'Ouest.

En février dernier déjà, le Révérend Pasteur Ock Soo Park avait été reçu par le leader togolais à la faveur d'une visite à Lomé.

Il convient de rappeler qu'avant son voyage en Corée, le chef de l'Etat avait déjà reçu à Lomé le Révérend Pasteur Ock Soo Park. C'était en février dernier. L'ONG l'IYF organise chaque



année un camp au Togo et accueille des jeunes de 18 à 25 ans de différentes nationalités, dont l'objectif est de permettre

aux jeunes de différentes cultures de se rencontrer et de se connaître.

MF

Port autonome de Lomé

Plus de 30 parcs automobiles recensés

Les parcs automobiles ont une importance pour le développement économique,

les véhicules d'occasion mis sur le marché est le port autonome de Lomé (PAL).

beaucoup visités par les citoyens en quête d'une voiture, mais pas assez financièrement prêts pour



social et infrastructurel de tout pays. Au Togo, le lieu le plus espacé et adapté pour contenir

Les parcs automobiles au port facilitent l'achat et la vente des véhicules. Ce sont des endroits

s'en offrir dans les maisons de vente de véhicules neufs.

32 parcs existants

Sur le site du port autonome de Lomé, dans une publication qui date du mois de février 2022, on estime qu'il y a 32 parcs, dont le TP3 qui est devenu le principal parc de véhicules d'occasion (PVO) au port de Lomé.

En effet, le trafic des véhicules d'occasion est dense à l'intérieur du port. Il suffit d'un ticket d'entrée de moins d'un euro pour accéder à ces parcs, apprécier les marchandises, faire son choix et suivre les formalités administratives pour ramener à la maison la voiture achetée.

Comment les véhicules d'occasion arrivent-ils au port ?

Les autorités en charge du PAL expliquent que c'est l'Association des importateurs des véhicules d'occasion (Asimvoc) qui s'occupe de l'importation des voitures d'occasion au port.

« Elle passe par des partenaires commerciaux résidents en Europe et aux USA qui assurent le regroupement

des véhicules qui sont ensuite embarqués à bord de navires en conteneur ou en vrac », poursuivent-elles.

Selon le port d'embarquement, ces navires mettent 2 à 4 semaines pour traverser l'océan avant d'arriver au port de Lomé. Pendant certaines traversées, il y a des transbordements. Les véhicules passent soit d'un navire à un autre ou soit, ils sont débarqués puis réembarqués.

Une fois les navires accostés au port de Lomé, il y a des formalités à remplir. Elles sont effectuées par les partenaires du port que sont les manutentionnaires.

« Les véhicules sont ensuite convoyés du quai vers le sous-pont et c'est à ce niveau qu'ils sont dispatchés dans les différents parcs de ventes. Le processus de transfert des véhicules commence bien avant l'accostage des navires avec l'ouverture de la liste d'enregistrement », précisent les responsables du port.

Artisanat dans les savanes

Des jeunes filles et garçons bénéficient de l'appui du gouvernement

L'artisanat est un secteur qui contribue à la création de la richesse dans le pays. Beaucoup de jeunes vivent de cette activité sur le territoire, au nord comme au sud. Mais avant, ils se font former et, le moment arrivé, les autorités leur offrent des outils qui leur permettent de bien s'installer et de faire ce qu'ils savent faire pour vivre.

La remise de kits aux jeunes artisans pour leur installation est une initiative qui booste leur détermination dans le secteur et contribue grandement au

développement socioéconomique.

L'auto-emploi est le meilleur emploi

Le gouvernement s'active depuis quelque temps pour que les Togolais entreprennent de plus en plus. L'entrepreneuriat est le seul emploi qui vaille maintenant.

Donc, en fournissant des kits et des outils nécessaires à l'installation de ces jeunes, les dirigeants renforcent l'auto-

emploi, car les dons donnent la possibilité aux bénéficiaires d'ouvrir les portes de leurs propres entreprises et de devenir des acteurs économiques indépendants dans leurs communautés.

Puis, leur installation dans les villes, communes, quartiers, etc. crée des emplois pour d'autres citoyens. Avec le développement de leurs activités artisanales, les jeunes artisans arrivent à engager d'autres membres de la communauté, réduisant ainsi le

chômage.

Une nouvelle distribution dans les Savanes

Dans le cadre du projet Savanes Motaog, des équipements d'installation ont été remis aux jeunes filles et garçons vulnérables en fin de formation à Dapaong, en mai 2024.

Ainsi que nous l'avons appris, les jeunes artisans dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans ont été servis. Ils sont en fin de formation dans les domaines de la couture, la tapisserie, la broderie, le tissage, la coiffure dame, la menuiserie.

Les autorités leur ont remis le matériel aluminium, tôlerie, vulcanisation, soudure. 460

jeunes au total dans la région Savanes ont été concernés. On estime la valeur des matériels à plus de 57 millions de francs CFA.

Comme cela s'est toujours produit, les bénéficiaires contribuent à l'achat de ces matériels à 20 % du prix du matériel reçu. L'État et les partenaires se chargent des 80 % restants.

La remise d'équipement aux jeunes artisans s'inscrit dans la mise en œuvre du projet d'engagement des jeunes et des femmes pour la participation citoyenne et la cohésion sociale dans les Savanes appelé Savanes Motaog.

La rédaction

Togo : Trading et jeux de hasard proscrits aux FAT

Dans le monde militaire, la discipline est la valeur prônée. Elle appelle au strict respect des règles, l'ordre et la rigueur. A la tête de l'état-major depuis quelques jours, le nouveau patron des Forces Armées Togolaises (FAT) exprime sa volonté de mettre de l'ordre au sein de la grande muette.

Le Général Dimini Allahare, chef d'état-major des FAT,

interdit aux militaires de participer ou de soutenir des sociétés de placement d'argent illégales ou toute autre forme de spéculation monétaire. A cet effet, une note de service est envoyée aux responsables des différents corps. Elle annonce l'interdiction du trading et jeux de hasard

Les hommes en treillis sont devenus des accros des jeux de



hasard. Le chef des FAT a indiqué que de nombreux militaires se livrent à ces pratiques "vicieuses" et rejoignent des sociétés de

placement d'argent illégales. Ils investissent dans ces sociétés de trading, de l'argent dans l'espoir de réaliser des gratifications et bénéfices.

Cette pratique n'est pas sans conséquence dans la mesure où, l'implication active ou passive du personnel des FAT accorde du crédit aux promoteurs des structures de trading qui, après avoir bien profité, disparaissent en laissant leurs adhérents dans le désarroi total. Pour donc éviter ces situations, des garde-fous sont posés. La note de l'état-major signée par son chef l'explique mieux.

« il est interdit à tout militaire d'adhérer ou d'apporter un quelconque soutien à une société illégale de placement d'argent ou tout autre entité de spéculation monétaire. Tout contrevenant sera sévèrement sanctionné conformément au règlement en vigueur » précise une note Niger à ce sujet.

M F

CEDEAO : La cheffe du parlement chez le président de la Cour de justice

La Togolaise Mémounatou Ibrahima, élue puis investie il y a quelques jours à la tête du parlement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à l'orée de sa mandature, en véritable visionnaire, pose des pas nobles pour l'atteinte de ses objectifs. Elle a été reçue par le président de la cour de justice de la communauté, au siège du tribunal à Abuja au Nigeria.

Cette visite de courtoisie, est un symbole de la solidarité et du respect mutuel entre les institutions de la CEDEAO ces dernières années. Elle renforce l'engagement pour la poursuite de la coopération.

« Nous nous sommes

constamment soutenus mutuellement dans nos programmes et initiatives », reconnaît Asante, président de la Cour de justice de la CEDEAO.

L'élection de Mémounatou Ibrahima étant encore d'actualité, au cours des échanges, le président de la Cour a apprécié et souligné, le renforcement de l'indépendance du parlement, avec l'élection de ces membres « Nous sommes prêts à aider et à soutenir le Parlement dans la réalisation de cet objectif, car un Parlement fort et indépendant est essentiel à la promulgation de lois solides qui profitent à notre communauté et favorisent une intégration plus



profonde», relève-t-il.

Pour sa part, la présidente Mémounatou Ibrahima, n'a pas manqué d'exprimer sa gratitude et réaffirmer l'engagement de l'institution qu'elle représente à

faire de la collaboration entre les institutions de la communauté un dogme.

« C'est un honneur et un plaisir d'être ici. Le Parlement et

la Cour de justice ont une mission commune de promouvoir les droits au sein de la communauté », a-t-elle indiqué.

Rappelons que c'est en mai 2024 que la députée togolaise, Mémounatou Ibrahima, a été portée à la tête du parlement de la CEDEAO lors d'une session à Kano. Elle succède au Sierraléonais Sidie Mohammed, et devient la toute première femme à occuper ce poste. Le Parlement de la CEDEAO regroupe les représentants de l'ensemble des peuples de l'espace sous régional, regroupés en un organe commun de législateurs transnationaux. Il compte 120 sièges répartis entre les 16 Etats membres de la Communauté.

Fin de la SIA: mention très bien pour les organisateurs

Les rideaux sont tombés depuis samedi 8 juin dernier sur la Semaine de l'Intelligence Artificielle (SIA) 2024 par un dîner de gala organisé à l'hôtel 2 Février de Lomé.

Placée sous le thème « l'IA au Togo : état des lieux, opportunités et enjeux sociétaux », cette première édition a connu un véritable succès.

Initiée par le Conseil International de l'Intelligence Artificielle (CONIIA) en collaboration avec le CONAPP, l'objectif de cette première édition est largement atteint.

Durant cinq jours, les experts et passionnés de l'IA venus d'horizon divers, ont pu sensibiliser le grand public, étudiants, décideurs et représentants d'institutions aux avancées et applications de l'IA. Ils ont, à travers des conférences informatives, panels, ateliers interactifs et démonstrations pratiques, faciliter la compréhension de l'IA.

Une soirée riche en son et couleurs, a permis de boucler les travaux samedi dernier. Au cours de cette manifestation, docteur Malik Morris Mouzou, Président du Conseil International de l'Intelligence Artificielle et Président du Comité d'organisation de la SIA, a tout d'abord rendu grâce à Dieu pour leur avoir permis de terminer cet événement en toute beauté.

A travers son sentiment de fierté et de satisfaction, il a fait comprendre à tous les invités présents que l'histoire retiendra que la capitale togolaise a eu à mobiliser une trentaine d'experts mondiaux et plus de



dix mille jeunes africains autour de l'IA. Aussi, a-t-il fait savoir que la qualité des échanges, la motivation, la mobilisation de la jeunesse, la créativité ainsi que la richesse des expositions et les grandes perspectives ont démontré que l'avenir et les opportunités de l'IA sur le continent africain sont

désormais une certitude.

Il a signifié aux uns et aux autres que la réussite de cette première édition a été possible grâce aux moyens déployés et soutien du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé.

Il a estimé que la vision éclairée et le leadership du numéro 1 togolais dans le

monde du numérique ne sont plus à démontrer.

Le docteur Mouzou dans son mot de circonstance, a adressé ses remerciements à Mme

engagement et dévouement, sources d'inspiration pour tous.

Il a invité l'ensemble des acteurs, à plus de travail et d'engagement à tous les niveaux. A l'issue de ce dîner, il a profité de l'occasion pour annoncer à l'assistance que bientôt, le Togo disposera d'un centre en Intelligence Artificielle et d'installation de deux usines d'assemblages à savoir: l'usine de composants des outils d'IA et l'usine d'assemblage des outils des voitures intelligentes qui seront alimentés par des panneaux solaires et aussi l'inauguration prochaine dans le paysage médiatique togolais d'une télévision 100% IA.

Elom

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités
Récépissé
N° 0149 /14/ 03/ 01/ HAAC
Siège: Agbalépédogan

Directeur de publication:

El Hadj TCHAGNAO
Arimiyao
Cel: 91 36 37 55

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs:

Tchagnao El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Alassani A.
Stanislas

Imprimerie

Yanidel print,
Tokoin Doumasséssé

Tirage:

2000 exemplaires

Péage: Le poste de Djabignon officiellement ouvert

La commune Dankpen 3 (préfecture de Dankpen) dispose désormais d'un nouveau poste de péage à Djabignon. Situé sur la RN 27, la cérémonie de mise en exploitation de ce poste s'est déroulée le vendredi 7 juin dernier en présence du préfet de Dankpen, le lieut.col Gnakou Alowègnim et des maires des trois communes.

C'est la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) qui a présidé cette cérémonie. Le nouveau poste de péage de Djabignon remplace les kiosques entre temps exploités sur le même tronçon pour la perception des droits d'usage de la route en vue du renforcement des capacités de ressources financières destinées au financement de l'entretien routier.

Tout comme les autres postes, le péage de Djabignon fonctionne à partir de trois sources d'énergie notamment le courant conventionnel fourni par la compagnie énergie électrique du Togo (CEET), un groupe électrogène de 66 KVA puis le champ photo voltaïque.

Pour le besoin en eaux potables, il est réalisé un forage à capacité de fourniture suffisante.

18ème du genre, ce poste occupe un périmètre important dans son ensemble pour le besoin des installations. A l'étape de l'ouverture, la structure se présente en architecture moderne. Elle compte 06 voies dont 02 couloirs destinés aux véhicules à deux roues ; 02 pour les véhicules poids lourd et 02 voies intermédiaires pour le passage de toutes les autres catégories. Les usagers de la route sont invités au respect des dispositions mises en place pour un franchissement plus fluide et un fonctionnement plus efficace.

Le poste est également équipé d'une salle moderne de réunions, des bureaux pour les chefs de poste et d'équipes mais aussi des locaux pour les techniciens. Il est aussi construit des salles pour le serveur et la régie vidéo surveillance sans oublier les locaux de la batterie d'alimentation du champ photovoltaïque.

Mme Sama Kondokissem Hodalo, chef service ressources humaines à la SAFER et représentant du directeur général, a, au cours de la cérémonie d'ouverture, sollicité l'accompagnement des autorités locales pour l'atteinte des objectifs. Elle a rassuré les



autorités de la localité du sens d'écoute et de la disponibilité du directeur général de la SAFER à

œuvrer sans relâche pour mobiliser efficacement les fonds destinés au maintien de la qualité

de l'ensemble du réseau routier national.

Kodjovi

Prise de contact avec les conseillers régionaux Tsévié marque la fin d'une tournée régionale

Tsévié dans la région maritime a constitué la dernière étape de la tournée nationale de prise de contact avec les conseillers régionaux élus lors des régionales d'avril 2024. La boucle de ce périple est ainsi bouclée le 8 juin dernier par le col Hodabalo Awaté, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires.

Cette tournée est fondée sur trois objectifs. Primo, elle a permis au ministre de l'administration territoriale d'adresser ses félicitations aux conseillers régionaux pour leur élection et leur participation active au double scrutin, ainsi que pour leur engagement dans le développement de leurs régions. Secondo, elle témoigne du soutien du ministère dans leur mission de garantir le développement local. Tertio, elle permet d'informer les conseillers régionaux des prochaines élections sénatoriales.

Les cinq régions économiques du pays ont été visitées du 4 au 8 juin 2024.

À Tsévié, le ministre Awaté n'a pas manqué de rappeler aux conseillers régionaux leurs missions, attributions et responsabilités dans la réussite

de la décentralisation, prioritaire dans la feuille de route gouvernementale 2025. Il a relevé l'importance de la loi relative à la décentralisation, exhortant les conseillers à se familiariser avec les textes juridiques pertinents.

« Tout conseil régional a l'obligation d'observer la constitution de la 5ème République, les lois et les règlements relatifs à la décentralisation. C'est pourquoi, avant votre installation officielle et imminente, je vous exhorte à faire des recherches et se procurer des textes relatifs à la décentralisation pour les lire, les maîtriser et en mettre en application », a-t-il indiqué.

Monsieur le ministre a profité de l'occasion pour assurer les conseillers régionaux de l'appui de son département pour le renforcement des capacités, notamment à travers l'Agence Nationale de Formation des Collectivités Territoriales (ANFCT). L'ANFCT a la capacité d'outiller ces acteurs primordiaux sur la conception, la planification et le suivi des projets de développement, ainsi que l'élaboration des budgets, gage d'une meilleure gouvernance locale.



La première réunion des conseils régionaux, prévue prochainement, sera consacrée à l'élection des bureaux exécutifs, composés d'un président, de quatre vice-présidents et de deux rapporteurs, conformément à l'article 274 de la loi relative à la décentralisation.

Le ministre a souligné que l'élection des conseillers régionaux est également une étape cruciale pour la mise en place du Sénat. Ils seront appelés, avec les conseillers municipaux, à élire deux tiers des

membres du Sénat, renforçant ainsi la voix des régions dans le processus législatif national, conformément à l'article 10 de la loi du 6 mai 2024 portant Constitution de la République Togolaise.

Le ministre Hodabalo Awaté a exhorté les conseillers régionaux élus à exercer leurs fonctions avec intégrité, dévouement et responsabilité, répondant ainsi aux attentes élevées de leurs concitoyens.

Lors de cette rencontre, deux communications ont été

présentées : l'une sur les conseils régionaux et les élections de leur bureau exécutif, l'autre sur la formation des conseillers régionaux par l'ANFCT.

A l'occasion, le ministre Hodabalo Awaté a remis solennellement aux préfets des lacs, Zio, Bas mono, Avé, Vo, Yoto et Golfe, la constitution de la 5e République aux fins de diffusion.

En rappel, l'étape de Tsévié est la dernière après celles de Dapaong, Kara, Sokodé et Atakpamé au cours de la semaine.



Citoyens togolais,

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Abonne-toi via TMoney et tente de gagner plein de cadeaux



***145*434#**



00000-1



La Fibre 📞 **888 | 119**

Promo valable jusqu'au 7 Juillet 2024
Règlement du jeu consultable sur le site web Togocom.tg

togocom.tg     

Avancer. Pour vous. Pour tous.

